

OPPOSITION CUBAINE : POURQUOI LE DÉSAVEU NE SE TRANSFORME PAS EN BASCULE

Points clés

- 1. Le mécontentement dans le pays est massif, mais ne produit pas de bascule politique.** Cuba illustre une dynamique classique des régimes autoritaires : un pouvoir peut être largement désavoué sans que ce rejet ne se transforme en changement de régime. La capacité à se coordonner, à durer et à survivre à la répression se révèle cruciale.
- 2. La coercition combine les actions des cadres locaux, de la police, de la Sécurité de l'État et parfois des militaires.** Elle vise à empêcher la coordination des voix dissidentes, mais surtout à identifier et neutraliser les personnes susceptibles d'exercer un leadership, et à empêcher toute consolidation organisationnelle.
- 3. Le régime interdit ainsi toute verrouille l'alternative par la criminalisation et la censure.** La loi est utilisée pour fabriquer des « exemples » dissuasifs, tandis que des coupures d'Internet réduisent la coordination et comme la visibilité des abus. En parallèle, l'exil massif depuis 2021 agit comme une soupape politique, retirant du pays une partie des forces mobilisables.
- 4. Le principal frein réside dans le prix individuel de l'engagement.** Des dispositifs concrets (soutien juridique, solidarité matérielle, protection des proches, documentation des abus) peuvent réduire ce coût, limiter l'épuisement, et rendre la mobilisation plus durable.
- 5. La diaspora peut devenir un levier de continuité.** L'exode affaiblit la mobilisation interne, mais il crée aussi des ressources externes (visibilité, relais médiatiques, soutien financier, expertise, protection). Structurer le lien avec la diaspora peut renforcer la capacité d'organisation, la documentation des violences et la survie des réseaux citoyens.

SOMMAIRE

Chronologie	3
Introduction	4
I. Désaveu social et contestation réelle : pourquoi le mécontentement ne suffit pas à renverser le régime	5
II. La colonne vertébrale coercitive : empêcher l'action collective par la peur	6
III. Criminalisation et contrôle informationnel : verrouiller l'espace de mobilisation	8
IV. Muselage, verrouillage et exil : obéissance ou exode	9
V. Pression américaine et isolement extérieur de Cuba	11
VI. Leçons opérationnelles	12
Sources	13



CHRONOLOGIE

1ER JANVIER 1959

Renversement du régime de Batista et installation du pouvoir issu du mouvement castriste.

3 JANVIER 1961

Rupture des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba.

3 OCTOBRE 1965

Création du Parti communiste de Cuba (PCC) ; parti unique de fait.

24 FÉVRIER 1976

Nouvelle Constitution ; le PCC est consacré comme « *force dirigeante* » de l'État et de la société.

11 JUILLET 2021

Manifestations nationales ; répression et coupures d'Internet.

18 AOÛT 2021

Loi sur la cybersécurité ; encadrement accru de l'expression en ligne.

INTRODUCTION

Cuba est un cas-limite permettant de comprendre comment un régime peut durer malgré une crise profonde et un désaveu social diffus. Le *Partido Comunista de Cuba* (PCC), fondé en 1965, concentre le pouvoir depuis la même année, dans **un système de parti unique qui réduit les possibilités d'organisation autonome et rend impossible la conversion électorale du mécontentement**. Le pays est aujourd'hui dirigé par Miguel Díaz-Canel, à la fois président et premier secrétaire du Parti communiste, position centrale dans l'architecture du pouvoir cubain.

L'île traverse de multiples crises (pénuries, hausse des prix, énergie, services publics fragilisés) qui pèsent sur le quotidien des Cubains. Début février 2026, le peso cubain est tombé à 500 CUP pour 1 USD sur le marché informel (contre environ 400 quelques mois plus tôt); avec un salaire moyen d'environ 7 000 CUP, cela ne représente plus qu'environ 14 USD, tandis qu'un carton d'œufs peut coûter 3 000 CUP (1). Dans le même temps, la pénurie de carburant a entraîné des restrictions drastiques (accès via une application et achats limités à 20 litres par passage) et des perturbations en cascade. À La Havane, l'impact sur les services municipaux est visible: selon le média Reuters, 44 camions-bennes sur 106 seulement restent opérationnels (2), favorisant l'accumulation de déchets. Dans ce contexte, la relation avec Washington redevient un facteur structurant : après le durcissement de 2017–2021, **2026 voit resurgir des pressions liées aux flux pétroliers et à l'approvisionnement énergétique, que La Havane présente comme un resserrement du « blocus »**.

Le cas de Cuba permet d'observer un triptyque autoritaire : coercition dissuasive, qui augmente le coût de la participation et neutralise les leaders, contrôle des ressources rares (devises, importations, énergie, informations), et soupape migratoire qui vide progressivement le pays de forces mobilisables. Il s'agit ici d'identifier quels leviers pourraient réduire le coût de la participation, restaurer la coordination, fragmenter les soutiens du régime et éviter que l'exode devienne l'unique moyen de survie politique.



- Formellement déconseillé
- Déconseillé sauf raison impérative

- Vigilance renforcée
- Vigilance normale

Carte du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français

I. DÉSAVEU SOCIAL ET CONTESTATION RÉELLE : POURQUOI LE MÉCONTENTEMENT NE SUFFIT PAS À RENVERSER LE RÉGIME

L'évolution récente de Cuba confirme une dynamique classique des régimes autoritaires : **un pouvoir peut être largement contesté, voire massivement désavoué, sans que ce rejet se traduise mécaniquement par une bascule politique.** Dans ce cas, le facteur crucial est moins l'intensité de la colère que la capacité des acteurs à se coordonner, à tenir dans le temps, et à survivre à la répression.

Cuba n'est pas dépourvu de protestation, ni de dissidence. Mais le passage de la protestation à une force politique capable d'imposer un rapport de forces reste entravé par **un appareil de contrôle social qui vise précisément à empêcher l'action collective.**

UN CYCLE PROTESTATAIRE DIFFUS ET MULTIFORME

La séquence du 11 juillet 2021 constitue une rupture: pour la première fois depuis des décennies, une mobilisation née localement a rapidement pris une ampleur nationale, à la fois par effet de contagion sociale et par la circulation d'images et de témoignages sur les réseaux numériques. Ce jour-là, **des dizaines de milliers de Cubains ont investi les rues, pour réclamer de meilleures conditions de vie,** en réaction aux mesures restrictives adoptées par le gouvernement lors de la pandémie de Covid-19 et à la politique répressive de l'État de manière plus générale. (3)

Cependant, cette mobilisation n'a pas permis de déboucher sur une opposition structurée et durable, car la réponse coercitive a combiné plusieurs leviers : **militarisation de l'espace public, usage de la violence, arrestations, coupures d'Internet, et surtout cadrage politique de la protestation comme une opération subversive orchestrée de l'extérieur et qualifiée de coup d'État « doux »** (4). Cette stratégie a eu un double effet : justifier la répression et délégitimer la mobilisation en la faisant passer d'un registre social et citoyen à un registre de « *menace sécuritaire* ».



Arrestation d'un manifestant lors des manifestations du 11 juillet 2021 à La Havane, Cuba.

Le premier semestre 2025 confirme que la protestation cubaine n'a pas disparu. Au contraire, elle se maintient sous des formes diverses, souvent locales et intermittentes, et elle continue de couvrir l'ensemble du territoire. **Cubalex, organisation non gouvernementale (ONG) dédiée à la défense des droits humains à Cuba, recense 159 protestations dans toutes les provinces et à Isla de la Juventud** (5). Formes de contestation: cacerolazos (applaudissements à l'aide de casseroles), slogans et cartels antigouvernementaux, actions de sabotage symbolique, incendies ou dégradations.

II. LA COLONNE VERTÉBRALE COERCITIVE : EMPÊCHER L'ACTION COLLECTIVE PAR LA PEUR

1. LES ACTEURS DE L'ARCHITECTURE RÉPRESSIVE

La coercition cubaine repose sur un dispositif articulant plusieurs acteurs institutionnels. **La police et les forces du ministère de l'Intérieur constituent l'outil visible de contrôle de l'espace public.** La **Sécurité de l'État, branche de renseignement intérieur** chargée de la surveillance politique, du contre-activisme et de la neutralisation de la dissidence, joue un rôle central dans les opérations ciblées : identification des profils, interrogatoires, pression psychologique, intimidation des familles, et contrôle des réseaux civiques. Cette configuration montre que la répression n'est pas seulement policière. Elle relève d'un mode de gouvernement, où la coercition est intégrée à la gestion politique du territoire.

La violence exercée par cette architecture apparaît dans les données les plus lourdes documentées sur la période récente, notamment des décès survenus sous garde dans des installations du ministère de l'Intérieur et dans des commissariats, qui produisent un effet dissuasif durable. (6)

2. LA RÉPRESSION COMME APPAREIL SYSTÉMATIQUE

Selon *Cubalex*, « la répression à Cuba n'est pas un fait isolé, mais un appareil de contrôle social systématique qui opère selon des schémas prévisibles. Cette structure, perfectionnée depuis plus de 6 décennies par le groupe politique au pouvoir, se manifeste par des violations généralisées des droits humains ». Le pouvoir ne cherche pas seulement à disperser les protestations, il cherche avant tout à empêcher leur consolidation.

L'un des mécanismes les plus efficaces repose sur une répression « en deux temps ». Le premier temps est immédiat. Dans les zones de protestation, les forces mobilisées ne cherchent pas seulement à disperser : elles frappent, menacent et identifient les individus susceptibles d'exercer un leadership. En parallèle, **cette logique de dissuasion ciblée est renforcée par des mesures tactiques telles que des coupures locales d'Internet.** Celles-ci sont utilisées pour empêcher la diffusion d'images, neutraliser le flux d'informations et limiter la coordination. (7)

Le second temps, plus discret, est souvent plus dissuasif. Les représailles se prolongent dans les jours suivants par des **arrestations différées, des interrogatoires, des périodes de détention sans communication familiale, puis une séquence de convocations et de menaces** (« *actas de advertencia* »). Ce prolongement transforme une manifestation ponctuelle en risque durable, et empêche la protestation de se stabiliser en réseau. Cette logique se prolonge par une répression par association, qui étend le coût de l'engagement au-delà de l'individu ciblé. Familles, amis, collègues et soutiens peuvent subir pressions, menaces et sanctions indirectes, ce qui dissuade la solidarité. À cela s'ajoute une persécution économique qui vise l'autonomie matérielle des acteurs civiques : amendes, fermetures administratives, confiscations ou pressions professionnelles.

Les protestations étudiantes déclenchées par l'augmentation des tarifs d'ETECSA, l'entreprise publique cubaine de télécommunications, en quasi-monopole sur l'accès à Internet et à la téléphonie mobile, illustrent cette logique. Après l'annonce, le 30 mai 2025, d'une hausse soudaine des prix (désormais 3360 pesos, soit plus de la moitié du salaire moyen), des étudiants ont dénoncé des visites à domicile par des officiers de la Sécurité de l'État (8). Les autorités académiques ont été impliquées dans la gestion coercitive du mouvement, et **les sanctions se sont déployées sous une forme disciplinaire et idéologique** : stigmatisation, menaces, expulsions. La répression a également été étendue aux personnes ayant publiquement exprimé leur solidarité, ce qui vise à **couper la contagion sociale et à empêcher la formation d'alliances.**

3. LES COÛTS INDIVIDUELS ET SOCIAUX DE L'ENGAGEMENT : RENDRE LA MOBILISATION DÉRAISONNABLE

L'efficacité du système répressif cubain tient aussi à l'augmentation systématique des coûts de l'engagement compris pour les citoyens ordinaires. **Sur le seul premier semestre 2025, Cubalex documente 1 566 violations (soit environ 9 par jour) touchant au moins 772 personnes.** Un élément est particulièrement révélateur: près des trois quarts des personnes affectées ne sont affiliées à aucune organisation politique (4). Autrement dit, la répression ne cible pas seulement une dissidence structurée ; elle punit aussi des formes de contestation sociale ordinaires, **ce qui élargit l'effet dissuasif et renforce l'autocensure.**

Les détentions arbitraires constituent un levier central: **au moins 203 cas recensés sur le premier semestre 2025, avec des pratiques associées comme des disparitions forcées de courte durée, l'absence d'information aux familles et l'impossibilité d'accéder à une défense effective.** Certaines conditions rapportées relèvent de traitements cruels, notamment l'enfermement prolongé dans des voitures de patrouille fermées. « *La surveillance constante de logements, les détentions arbitraires de courte durée et la restriction injustifiée de tout déplacement s'inscrivent parmi les pratiques autoritaires systématiques que l'État cubain emploie afin de punir et décourager la moindre forme d'opposition* », a déclaré Johanna Cilano, spécialiste des Caraïbes à *Amnesty International*. (7)



Liset Fonseca, la mère de Roberto Perez Fonseca, arrêté pour avoir participé aux manifestations antigouvernementales du 11 juillet 2021.

Mais le dispositif coercitif repose également sur une palette de sanctions qui rend l'engagement politiquement et socialement dangereux. Parmi les mesures documentées par *Cubalex* figurent des amendes, des confiscations d'outils de travail, des menaces répétées, des internements psychiatriques, des saisies de salaires et des retraits de garde d'enfants. La coercition passe aussi par des **violences para-étatiques (« matonismo »), sous la forme d'agressions et de caillassages, facilitées par l'inaction policière.** Enfin, le système carcéral fonctionne comme un signal de terreur : entre janvier et juillet 2025, 24 personnes sont décédées en prison et 3 autres en commissariats ou installations du ministère de l'Intérieur. À moyen terme, cette pression produit un effet d'épuisement qui entrave la capacité d'organisation (5).

III. CRIMINALISATION ET CONTRÔLE INFORMATIONNEL : VERROUILLER L'ESPACE DE MOBILISATION

1. LA LOI COMME INSTRUMENT DE RÉPRESSION

Le système judiciaire est mobilisé de manière délibérée pour criminaliser l'exercice de droits et consolider le contrôle politique. **L'usage du droit pénal est étendu à des comportements relevant de l'expression politique, de la contestation sociale ou de l'économie informelle de survie.**

Le mécanisme central consiste à **élargir le champ d'application d'infractions graves à des faits auparavant traités comme des délits de droit commun.** Ce glissement permet de durcir les peines encourues et d'introduire une incertitude juridique permanente. Ce type d'usage du droit sert aussi à produire des exemples: des cas emblématiques sont mis en avant pour signaler à la population que la contestation, directe ou indirecte, peut être traitée comme une menace sécuritaire.

2. LE CAS DU « SABOTAGE » : DICTAMEN 475/2025

Le Dictamen 475/2025 du Tribunal suprême populaire illustre particulièrement bien cette stratégie. Ce texte impose la qualification obligatoire de « *sabotage* », passible de la réclusion à perpétuité, voire de la peine de mort, à des faits tels que des dommages matériels ou des vols. Des comportements auparavant considérés comme des délits communs basculent alors dans le registre des crimes les plus graves. (8)

Quelques semaines plus tard, cette qualification a été réutilisée dans un dossier d'un tout autre type. Le parquet a présenté comme un acte de « *sabotage* » des échanges économiques: des opérateurs profitaient d'offres promotionnelles d'ETECSA, pour vendre des recharges à des clients à l'étranger ou sur l'île. Le traitement de l'affaire n'a pas été strictement judiciaire. Il a été mis en scène dans les médias d'État, notamment à la télévision nationale, afin de transformer un conflit économique et social en menace sécuritaire.

Ce type de séquence permet de criminaliser des pratiques économiques périphériques qui peuvent soutenir l'accès aux communications, aux ressources et aux réseaux.



Siège du Tribunal suprême populaire à La Havane, Cuba.

3. EMPÊCHER LA COORDINATION EN CONTRÔLANT L'INFORMATION

Le verrouillage judiciaire est renforcé par un contrôle informationnel tactique, particulièrement visible lors des périodes de mobilisation. Dans les zones de protestation ou lors d'opérations de répression (« *operativos* »), des coupures sélectives d'Internet sont utilisées pour neutraliser la communication entre citoyens, limiter la diffusion d'images et empêcher les dénonciations. Cette technique n'est pas seulement un outil de contrôle technique ; elle est aussi un outil de censure, car **elle réduit l'accès aux informations alternatives et empêche la visibilité publique des abus**. Depuis 2021, ce contrôle est consolidé par le Décret-loi 35, qui criminalise la « *subversion sociale* » dans l'espace numérique et permet de traiter des publications critiques comme des infractions à la sécurité nationale. Cette architecture légalise un contrôle accru des communications via ETECSA, et facilite l'usage combiné de la répression judiciaire et des restrictions techniques. (9)

Cette stratégie s'inscrit dans un écosystème plus large : blocage de sites de médias indépendants et d'organisations civiques, pressions sur les journalistes et activistes, et rôle central d'ETECSA dans l'exécution rapide de restrictions. **Cette opacité est renforcée par le refus persistant des autorités d'autoriser des ONG internationales indépendantes à accéder au pays**. Ainsi malgré des demandes répétées, *Amnesty International* n'a pas été autorisée à visiter Cuba depuis 1988. (10) Enfin, le régime cherche à limiter l'accès à des solutions permettant de contourner ce contrôle. Une campagne de saisies et de menaces d'amendes vise l'introduction et l'usage de matériels satellitaires comme Starlink, qui offriraient un accès plus autonome à Internet. (11)

IV. MUSELAGE, VERROUILLAGE ET EXIL : OBÉISSANCE OU EXODE

1. MUSELER L'OPPOSITION ET EMPÊCHER UNE ALTERNATIVE CRÉDIBLE

Le muselage de l'opposition tient d'abord à une **stratégie de neutralisation des points d'appui**. La répression vise prioritairement les figures visibles. Ainsi, en 2025, l'arrestation de dissidents historiques comme Félix Navarro illustre cette logique de neutralisation des visages connus de l'opposition. Dans le champ culturel, le régime a également frappé des personnalités devenues des symboles de contestation. L'artiste Luis Manuel Otero Alcántara, associé au **Mouvement San Isidro** (groupe d'artistes militants formé en septembre 2018 en réaction à une loi cubaine qui imposait une autorisation préalable du ministère cubain de la Culture pour toute activité artistique) a été condamné en 2022 à cinq ans de prison, tandis que le rappeur Maykel « *Osorbo* » Castillo Pérez a écopé de neuf ans. (12)

Dans le champ de l'opposition plus structurée, des organisations comme l'Union patriotique de Cuba (UNPACU), considérée comme l'une des plus dissidentes de l'île, ont continué à exister malgré la répression, souvent au prix d'arrestations répétées, de pressions sur les proches et d'un déplacement progressif de leurs cadres vers l'exil. José Daniel Ferrer García, fondateur de l'UNPACU a par exemple été emprisonné à de multiples reprises depuis les années 2000 pour ses activités pro-démocratie, avant d'être contraint à l'exil aux États-Unis en 2025 après une nouvelle arrestation et des pressions répétées du régime.

2. L'EXODE COMME MÉCANISME DE DÉCOMPRESSION POLITIQUE

Dans un contexte où l'expression publique devient risquée, partir peut apparaître comme l'option la moins coûteuse. **Cette dynamique s'inscrit bien dans le cadre exit/voix théorisé par Albert O. Hirschman**, selon lequel, lorsque la contestation (« *voix* ») est rendue coûteuse ou dangereuse par la répression, le départ (« *exit* ») tend à fonctionner comme une soupape politique réduisant mécaniquement la conflictualité interne.

À Cuba, cette logique se traduit par une émigration massive des profils les plus mobilisables (souvent jeunes et capables de structurer des réseaux) vers l'extérieur, tandis que les familles restées sur l'île se recentrent sur la survie quotidienne. **Entre 2021 et mi-2024, plus de 860 000 Cubains sont arrivés aux États-Unis**, essentiellement via des routes terrestres et maritimes. Ce mouvement a contribué à une baisse significative de la population cubaine (inférieure à 10 millions en 2024) et à un solde migratoire fortement négatif, notamment parmi les 15-59 ans, privant l'île de nombreuses personnes en âge de travailler. (13)

Les sommes envoyées par ces émigrés soutiennent une partie des ménages et amortissent certains chocs économiques, ce qui peut contribuer à limiter la pression sociale interne sans modifier les verrouillages politiques. Cette logique est toutefois ambivalente : l'exode retire certes des acteurs potentiels de la mobilisation interne, mais **il peut aussi déplacer une partie de la contestation vers l'extérieur via la diaspora, qui finance, documente et médiatise des abus depuis l'étranger, offrant une forme de voix externalisée**. (14)

L'historien cubain Rafael Rojas propose un cadre complémentaire – « *obéissance, opposition, exode* » – pour comprendre cette dynamique: l'État rend l'obéissance moins coûteuse, renchérit fortement le coût de l'opposition (répression, criminalisation) et transforme l'exode en une option rationnelle lorsque *voix* devient trop dangereuse. (15)



Des Cubains font la queue devant l'ambassade des États-Unis à La Havane pour déposer une demande de visa d'immigration.

V. PRESSION AMÉRICAINE ET ISOLEMENT EXTÉRIEUR DE CUBA

Depuis début 2026, **la pression américaine sur l'approvisionnement énergétique constitue la principale influence externe sur le régime cubain.** Les menaces de Donald Trump de sanctions ou de mesures commerciales contre les pays qui livreraient du pétrole à l'île témoignent de la stratégie visant à étrangler Cuba par le carburant. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte politique américain où la ligne la plus radicale est portée par le secrétaire d'État Marco Rubio, d'ailleurs fils d'émigrés cubains, et où la question cubaine est réinvestie comme enjeu électoral en année de « *midterms* ». Cette pression est d'autant plus déstabilisante que Cuba dispose désormais de très peu de partenaires capables ou prêts à compenser. Le Venezuela, présenté comme le dernier fournisseur important, est également empêché par les États-Unis d'assurer des livraisons régulières ; les alliés traditionnels, comme le Mexique, se cantonnent à une aide humanitaire (alimentation, hygiène) sans pétrole, afin d'éviter d'éventuelles représailles américaines. **Cette raréfaction des alternatives oblige le régime à rationner ses réserves, avec des effets immédiats sur l'administration, les transports, le tourisme etc.**



Une panne de courant à La Havane, octobre 2025.

Mais la pression externe renforce *in fine* directement les mécanismes de résilience autoritaire. En plus d'accroître les motifs de mécontentement, la pénurie de carburant renforce le pilier central du régime : le contrôle des ressources rares, qui devient un instrument de discipline sociale. En outre, ces pressions ont une conséquence stratégique majeure : elles réactivent la dimension migratoire, affirmant une nouvelle fois l'idée selon laquelle l'exode devient l'option la moins coûteuse pour la population cubaine.

Finalement, bien que Cuba ne représente pas les mêmes enjeux économiques que le Venezuela, Radio France Internationale (RFI) rappelle que « *l'île conserve une dimension géostratégique importante, comme le soulignait la doctrine Monroe si chère à Donald Trump.* » Selon Christophe Ventura, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) : « *C'est en effet la porte d'entrée de l'Amérique latine pour les États-Unis, avec un rôle de « vigie ». On imagine aussi ce que pourrait en retirer Trump, s'il arrivait à bout du régime cubain, sur lequel pas moins de 11 présidents américains se sont cassé les dents depuis John Fitzgerald Kennedy* ». (16)

VI. LEÇONS OPÉRATIONNELLES

Réduire le coût individuel de la participation

À Cuba, la répression vise volontairement des citoyens ordinaires pour rendre l'engagement trop coûteux. Toute stratégie de mobilisation doit donc créer des filets de protection concrets : assistance juridique rapide, fonds de solidarité discrets, soutien aux familles, relais médicaux, et documentation systématique des abus. Sans mécanismes de protection, la protestation reste possible, mais elle ne devient pas durable.

Contourner la répression « en deux temps »

Le régime ne se contente pas de réprimer dans la rue : il frappe ensuite par arrestations différées, convocations, intimidations et surveillance. Il faut donc penser la mobilisation au-delà du jour J : protocoles de sécurité post-manifestation, rotation des rôles, réduction de la visibilité des organisateurs, et préparation collective aux visites domiciliaires, interrogatoires et/ou sanctions disciplinaires, notamment contre les étudiants.

Protéger les capacités d'organisation plutôt que les figures exposées

Le ciblage des leaders est au cœur de la stratégie répressive. Plutôt que de dépendre de figures facilement neutralisables, l'opposition a intérêt à privilégier des structures distribuées : leadership tournant, cellules locales autonomes, porte-paroles multiples, et organisations capables de survivre à la perte d'un individu. La priorité n'est pas de produire un héros, mais de préserver une infrastructure.

Neutraliser l'arme judiciaire et ses « exemples »

L'extension de qualifications extrêmes (comme le « sabotage ») montre que la loi sert à fabriquer des cas dissuasifs. Réponse opérationnelle : anticiper la requalification pénale en systématisant la traçabilité (preuves, chronologies, témoignages), et diffuser ces dossiers de manière structurée vers des relais crédibles (ONG, mécanismes internationaux, médias), afin de réduire l'efficacité des procès-exemples.

Rendre la coordination informationnelle résiliente

Coupures locales d'Internet, blocage de sites, pression sur les médias et chasse aux solutions alternatives ne relèvent pas seulement de la censure : ce sont des outils anti-coordination. Une opposition durable doit investir dans la redondance des canaux (hors ligne, messageries sécurisées, relais territoriaux), et des méthodes de communication qui survivent aux coupures (distribution de tracts).

SOURCES

- (1) Amnesty International, *Cinq choses à savoir, un an après les événements du 11 juillet à Cuba* (11 juillet 2022)
- (2) Le Soir, *Cuba : mythe de la résistance et réalité sociale* (13 janvier 2026)
- (3) Front Syndical de Classe, *CUBA : sa résistance séculaire - une dénonciation de l'obscénité de l'impérialisme* (5 février 2026)
- (4) Amnesty International, *CUBA. L'ÉTAT RÉPRIME LES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS*. (25 novembre 2025)
- (5) Courrier international, *Cuba : l'un des principaux opposants au régime castriste s'exile à son tour* (14 octobre 2025)
- (6) Perspective monde (Université de Sherbrooke), *Cuba - Fiche pays / bilan*
- (7) Cubalex, *Tendencias y patrones de represión en Cuba - Primer semestre 2025* (2025)
- (8) Le Grand Continent, *Bouleversement social à Cuba : la fin de l'épopée rédemptrice* (23 juillet 2021)
- (9) Le Monde, *À Cuba, la répression continue de tétaniser la société civile* (26 août 2024)
- (10) Reuters, *Cuba's Havana piles with trash as U.S. chokehold halts garbage trucks* (16 février 2026)
- (11) AP News (Associated Press), *Cuban peso hits a record low against the US dollar in informal markets* (11 février 2026)
- (12) Le Monde, *Cuba criminalise la « subversion sociale » dans sa première loi sur la cybersécurité* (18 août 2021)
- (13) Amnesty International France, *Cuba : des personnes en détention pour des raisons d'opinion et leurs proches font l'objet d'un harcèlement croissant* (9 février 2026)
- (14) Amnesty International, *Cuba: Amnesty condemns sentences of Luis Manuel Otero Alcántara and Maykel Osorbo Castillo* (24 juin 2022)
- (15) UNPACU, Site officiel (*Union Patriotique de Cuba*)
- (16) JSTOR, Article académique (référence : 2675908)
- (17) CiberCuba, *L'émigration cubaine en 2025 : redistribution mondiale de l'exode et effondrement démographique* (30 décembre 2025)
- (18) LVSL, *Qui sont les artistes contestataires à Cuba ?* (6 janvier 2022)
- (19) RFI, *La chute du régime cubain, objectif risqué pour Donald Trump* (15 février 2026)
- (20) RFI, *La Fabrique du monde (podcast) - Sous pression américaine, le régime cubain dans une crise potentiellement existentielle* (16 février 2026)